

# Conclusions 2018 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

## Cameroun

En 2018, le Cameroun a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a plus que doublé le nombre d'inspecteurs du travail et soustrait plus de 300 enfants de situations d'exploitation, et leur a fourni des services sociaux. Il a également embauché plus de 3 000 enseignants et élargi un programme de repas scolaires visant à bénéficier à 81 500 enfants dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord et du Nord-Ouest. Toutefois, au Cameroun, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants font aussi des travaux dangereux dans le secteur de la production du cacao. Le gouvernement n'a pas ratifié le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. En outre, il n'a pas interdit l'utilisation d'enfants pour des activités illicites, y compris la production et le trafic de stupéfiants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants au Cameroun sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Ratifier le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.	2013 – 2018
	Frapper d'interdiction pénale l'utilisation d'enfants pour des activités illicites, y compris la production et le trafic de stupéfiants.	2014 – 2018
	Veiller à ce que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques fasse l'objet d'une interdiction au pénal.	2016 – 2018
	Fixer un âge de fin de la scolarité obligatoire qui corresponde à l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2018
	Veiller à ce que les lois interdisant la traite des enfants n'exigent pas la présence de menaces, du recours à la force ou de la contrainte pour tomber sous la définition de traite des enfants et à ce que tous les enfants de moins de 18 ans soient protégés.	2015 – 2018

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Veiller à ce que les activités et les emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive et qu'ils comprennent le travail subaquatique ou à des hauteurs dangereuses.	2014 – 2018
Application	Glaner et publier des statistiques exhaustives sur les efforts en matière de répression, y compris le financement de l'Inspection du travail, le nombre d'inspections effectuées sur les lieux de travail et le nombre d'infractions pénales à la loi sur le travail constatées.	2009 – 2018
	Accroître le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2009 – 2018
	Veiller à ce que l'Inspection du travail et les organismes d'application du droit pénal reçoivent un financement, une formation et des ressources adéquats pour mener des inspections et des enquêtes.	2009 – 2018
	Renforcer l'Inspection du travail en effectuant des inspections dans tous les secteurs, y compris le secteur informel.	2013 – 2018
	Créer un mécanisme institutionnel officiel pour enquêter sur les plaintes concernant des allégations de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, et y répondre.	2018
	Veiller à ce que toutes les lignes d'assistance téléphonique gratuites de signalement des pires formes de travail des enfants soient bien connues et qu'elles fonctionnent et à ce que tous les appels soient enregistrés de sorte à permettre un suivi de ces dossiers pour prise en charge par les organismes d'application des lois ou les prestataires de services sociaux.	2015 – 2018
	Attirer l'attention sur les questions relatives à la traite des enfants pour encourager les particuliers à signaler les infractions aux organismes de répression et veiller à ce que ces affaires soient résolues par le judiciaire.	2016 – 2018
	Cesser les pratiques qui consistent à soumettre des enfants à des violences physiques et à une détention en raison de leur association présumée avec des groupes armés, et veiller à ce que des agents de la force publique ne commettent pas d'exécutions extrajudiciaires.	2015 – 2018
Coordination	Veiller à ce que les mécanismes de coordination existants soient	2014 –

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	efficaces et bénéficient de ressources suffisantes pour remplir leurs missions déclarées.	2018
Politiques gouvernementales	Veiller à ce que les politiques en place, comme le Plan d'action national de promotion et de protection des droits de l'homme au Cameroun du ministère de la Justice (2015-2019) et le Plan d'action de la lutte contre la traite des personnes du comité interministériel (2014-2019), reçoivent le financement qui convient et soient mises en œuvre comme il se doit.	2016 – 2018
	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté et le Document de politique nationale en matière de genre adopté par le comité interministériel.	2010 – 2018
Programmes sociaux	Veiller à ce que tous les enfants, qu'ils soient ou non des réfugiés, aient accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, ce qui minimisera les perturbations dues aux grèves d'enseignants. Veiller à l'absence de violence dans les écoles et à ce qu'elles ne se voient pas réappropriées à d'autres fins.	2009 – 2018
	Veiller à ce que la mise en œuvre des programmes sociaux sur le travail des enfants se fasse conformément à leurs mandats.	2018
	Veiller à ce que les écoles, les enseignants, les systèmes d'eau potable et d'installations sanitaires soient en nombre suffisant à travers tout le pays.	2009 – 2018
	Développer les programmes existants de lutte contre le problème du travail des enfants dans son ensemble au Cameroun et mettre en place des programmes pour s'attaquer au travail des enfants dans l'agriculture, l'exploitation des mines et des carrières et l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2018
	Veiller à ce que tous les centres d'accueil gérés par le gouvernement aient assez de place pour loger les victimes.	2016 – 2018